



Cette déclaration conjointe a été signée vendredi 29 avril en soirée par 38 mouvements et organisations catholiques dont la Communauté Mission de France.

« Avec ce texte nous prenons part sans ambiguïté au débat politique en rappelant des valeurs conformes à l'Évangile et à l'enseignement social de l'Église. Nous estimons que les thèses extrémistes et leur banalisation constituent un danger pour la démocratie, la paix sociale et l'avenir de l'Europe. On ne construit pas un projet politique crédible en manipulant l'histoire, en attisant la haine et le ressentiment. Dans cette ligne la position de Mgr Giraud, son prélat, et de son conseil se situe dans la continuité de la position prise par la Mission de France en 2002.

Dans sa réflexion du 1er mai 2017 sur le travail, Mgr Giraud rappelle la nécessité d'un travail humain et digne pour tous comme objectif majeur de tout projet politique. Bien des membres de la Communauté Mission de France agissent localement et dans les réseaux sociaux pour faire connaître leur détermination contre un projet politique qui décrédibiliserait la France et sa tradition républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité universelle. »

Mgr Hervé Giraud, Prélat de la Mission de France et son conseil

Nous entendons et nous partageons l'inquiétude légitime de certain-e-s de nos concitoyen-ne-s, compte tenu des situations souvent difficiles qu'ils vivent. Mais nous refusons de nous laisser instrumentaliser par ceux qui voudraient nous convaincre que nous ne pouvons pas construire ensemble l'avenir de notre pays.

Il est toujours possible, sans perdre son identité, de développer une politique plus respectueuse de la diversité et de la cohésion entre les territoires et de s'ouvrir à l'autre, à la richesse des différences, à ceux qui n'ont pas la même couleur de peau, la même origine sociale, le même sexe, la même langue, la même culture.

« L'autre est un don », soulignait le pape François lors de son dernier message de Carême [1]. Comme nous l'avons rappelé avant le premier tour de l'élection [2], nous pensons que les solutions aux problèmes auxquels notre société est confrontée se trouvent dans l'ouverture, le dialogue et la participation de chacun de nous pour construire ensemble une France et une Europe plus ouvertes et plus justes dans un monde de droit et de dignité.

Les dizaines de milliers de bénévoles de nos organisations et mouvements sont témoins tous les jours que la réalité de la société française, ce sont des milliers d'actions concrètes qui construisent une planète plus solidaire et fraternelle. Ceci nous permet d'affirmer que l'acceptation de la diversité au sein de la République ne menace pas l'unité nationale. Elle ne remet pas en question l'existence d'une culture commune, de valeurs partagées, d'une même appartenance à l'Humanité.

À nos concitoyen-ne-s qui éprouvent déception ou désarroi devant les résultats du premier tour, nous voulons dire aujourd'hui que la clé réside dans notre capacité à dépasser nos peurs et à les transformer en une dynamique collective constructive. L'avenir de notre pays est ouvert, il ne tient qu'à nous de ne pas nous enfermer et d'agir librement, en conscience, pour le garder ouvert.

Comme l'affirmait la Conférence des évêques de France au lendemain du premier tour des élections, « aujourd'hui, le risque principal serait de renoncer à lutter pour l'avenir et de céder à la tentation du fatalisme » [3]. Croyants et non croyants, nous devons tous nous mobiliser pour mettre la diversité de nos talents au service de la société.

Nous, organisations et mouvements d'Église, avons vocation à prendre parti quand la dignité de l'homme est en question. Nous sommes bien dans notre rôle, lorsque nous proclamons que le monde d'aujourd'hui a moins besoin d'affrontements, de divisions et de fermetures que de bienveillance, de justice et de fraternité, cette fraternité qu'avec la liberté et l'égalité, la République nous demande de vivre.

À l'heure de faire un choix entre deux visions de la société, ne cédon pas à la tentation du repli sur soi, refusons de laisser instrumentaliser l'Évangile, recentrons le débat sur les vrais sujets et transformons la clameur du monde qui nous entoure en espérance. Réaffirmons notre foi en l'autre, « tout homme et tout l'homme », et en nos capacités à construire notre destin commun.

SIGNATAIRES (AU 2 MAI 2017)

Action catholique des enfants (ACE)	Études
Action catholique des femmes (ACF)	Fédération française des Équipes Saint-Vincent
Action catholique des milieux indépendants (ACI)	Fondacio
Action catholique ouvrière (ACO)	Instituts religieux et solidarité internationale (IRSI)
Apprentis d'Auteuil	Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)
Association des Cités du Secours Catholique	Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)
Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires (CCSC)	JRS France
Centre de recherche et d'Action sociale (CERAS)	Justice et Paix
CCFD-Terre solidaire	Mission de la Mer
Centre catholique des médecins français	Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC)
Chrétiens dans le monde rural (CMR)	Mouvement chrétien des retraités (MCR)
Chrétiens dans l'Enseignement public	Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC)
Chrétiens en forum	Ordre de Malte France
Communauté Mission de France	Pax Christi
Communauté Vie chrétienne (CVX)	Scouts et Guides de France
Confrontations (association d'intellectuels chrétiens)	Secours Catholique – Caritas France
Délégation catholique pour la coopération (DCC)	Semaines sociales de France
Entrepreneurs et dirigeants chrétiens (EDC)	Vicariat pour la Solidarité de l'archidiocèse de Paris
Éthique et Investissement	Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui

[1] « La Parole est un don. L'autre est un don », message du Pape François pour le Carême 2017.

[2] « Pour une citoyenneté responsable et engagée », tribune signée par 28 organisations et mouvements catholiques – 13 avril 2017, La Croix.com.

[3] « Élections présidentielles : « L'Église redit son rôle et rappelle ses fondamentaux », Conférence des Évêques de France – 23 avril 2017.